

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-SIXIÈME SESSION
Documents officiels

PREMIERE COMMISSION
9e séance
tenue le
lundi 21 octobre 1991
à 10 heures
New York

PROCES-VERBAL DE LA 9e SEANCE

Président : M. MROZIEWICZ (Pologne)

SOMMAIRE

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.1/46/PV.9
25 octobre 1991

FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINTS 47 A 65 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le premier orateur sur ma liste ce matin est le représentant de l'Autriche, l'Ambassadeur Peter Hohenfellner, qui, en sa qualité de Président en exercice de la Commission du désarmement, va présenter le rapport de la Commission.

M. HOHENFELLNER (Autriche), Président de la Commission du désarmement (interprétation de l'anglais) : En ma qualité de Président en exercice de la Commission du désarmement des Nations Unies, j'ai l'honneur de présenter le rapport de la Commission pour la session de 1991 (A/46/42).

Tout comme les années précédentes, le rapport comprend quatre chapitres intitulés respectivement : Introduction, Organisation des travaux et programme de travail de la session de 1991, Documentation, et Conclusions et rapports des organes. Le chapitre IV contient les rapports des quatre groupes de travail qui résument leurs délibérations et les progrès réalisés en ce qui concerne les quatre points de l'ordre du jour.

M. Hohenfellner

Cette année, le rapport de la Commission du désarmement comprend aussi trois annexes. L'annexe I contient le texte, proposé par le Président, de "Directives pour une information objective sur les questions militaires", plus deux appendices; l'annexe II contient le document du Président établi par le Groupe de travail II; et l'annexe III contient le document du Président, établi par le Groupe de travail III.

La session de 1991 de la Commission du désarmement a mené ses travaux conformément à son mandat, tel qu'énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et conformément au paragraphe 3 de la résolution 37/78 H. Les réformes adoptées aux termes de la résolution 44/119 C, telles qu'énoncées dans son annexe intitulée "Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement", ont été mises en oeuvre pour la première fois cette année à la session de fond de la Commission du désarmement.

Conformément à la réforme approuvée, qui limite le travail de la Commission à l'examen approfondi de quatre questions de fond au maximum, la Commission du désarmement a décidé, à sa session d'organisation tenue en 1990, d'inscrire les quatre points suivants à l'ordre du jour de sa session de 1991 : Informations objectives sur les questions militaires; Processus du désarmement nucléaire dans le cadre de la paix et de la sécurité internationales, l'objectif étant l'élimination des armes nucléaires; Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale; et Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes.

Le point intitulé "Informations objectives sur les questions militaires", était le seul à avoir déjà été examiné; les trois autres étaient inscrits pour la première fois à l'ordre du jour de la Commission. Quatre groupes de travail ont été créés, chacun étant chargé de l'examen d'une question.

Dans leurs déclarations liminaires, de nombreuses délégations ont dit s'attendre à la réalisation de progrès notables la première année où la Commission travaillerait dans son nouveau cadre d'organisation. La Commission a concentré son attention sur quatre questions bien précises, ce qui a ainsi permis aux présidents des groupes de travail et aux délégations intéressées de disposer du temps nécessaire à leurs préparatifs d'examen. Cela s'est révélé

M. Hohenfellner

particulièrement utile en ce qui concerne les trois nouveaux points inscrits à l'ordre du jour. Les consultations officieuses sur l'ébauche des travaux des groupes de travail ainsi que sur le travail de fond ont commencé assez tôt, ce qui a facilité la tâche pendant la session de fond.

Le grand nombre de documents de travail présentés reflète à l'évidence le vif intérêt manifesté par toutes les délégations aux travaux de la session de cette année de la Commission. D'importantes contributions ont été apportées lors des discussions animées qui ont eu lieu au sein des groupes de travail.

Dans leurs conclusions, certaines délégations ont dit que, selon elles, les résultats obtenus étaient en fin de compte bien maigres. A plusieurs stades des délibérations, un consensus plus large avait semblé possible. Toutefois, comme je l'ai fait remarquer dans ma déclaration de clôture, cela ne doit diminuer en rien l'importance de la discussion générale qui a eu lieu et dont on s'attend qu'elle se poursuive au cours des deux années à venir.

Pour ce qui est du seul point "ancien", celui relatif aux informations objectives sur les questions militaires, une discussion détaillée a permis d'identifier des terrains d'entente solides. Au cours de la session de l'année prochaine, les délibérations s'appuieront sur le consensus de cette année. C'est dire que nous devrions être à même de parachever notre tâche en adoptant des principes et des directives appropriés sur cette question.

Le désarmement nucléaire a de tout temps été considéré comme la question qui pose le plus de problèmes au sein de notre commission. Des progrès remarquables ont certes été réalisés dans ce domaine grâce aux deux plus importants Etats dotés d'armes nucléaires, mais les récents accords bilatéraux sur cette question ne se sont pas encore concrétisés par la mise en place d'un mécanisme multilatéral de désarmement. De ce fait, les discussions au sein du Groupe de travail pertinent ont, une fois encore, tourné autour de positions bien connues, sans que les changements profonds survenus dans l'équilibre de sécurité mondiale aient été pris en compte. Il appartiendra peut-être à celui qui sera l'année prochaine le président de ce groupe de travail de tirer parti des perceptions récemment réévaluées en matière de sécurité et de les intégrer dans la discussion.

La question du désarmement régional dans le contexte de la sécurité mondiale a suscité un vif intérêt et incité un grand nombre de délégations à

M. Hohenfellner

participer aux discussions. Il était difficile de prévoir que les débats sur cette question inscrite pour la première fois cette année à l'ordre du jour de la Commission aboutiraient d'ores et déjà à des recommandations concrètes. Selon moi, la qualité des discussions sur la question du désarmement régional traduit l'intérêt croissant que suscitent depuis quelque temps les aspects régionaux du désarmement. Les principaux éléments de ce thème qui se sont dégagés au cours des débats sont récapitulés dans le document du Président présenté en annexe au rapport.

Au sein du Groupe de travail IV, le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes a été examiné en détail. Le rapport pertinent contient une section consacrée à la procédure ainsi qu'une récapitulation du débat de fond qui a eu lieu sur les quatre aspects de cette question. Le rapport résume en outre les documents de travail présentés. Si les débats ont été jugés utiles, la complexité, l'ampleur et le défi que représente le mandat qui nous est conféré et qui englobe des questions jamais encore abordées dans un débat systématique au sein des Nations Unies exigent que de nouveaux efforts soient faits à la prochaine session.

A en juger par le travail accompli lors de la session de cette année de la Commission du désarmement, on peut dire que, d'une manière générale, la mise en oeuvre du programme de réforme adopté est un succès. La session de 1991 de la Commission du désarmement a pu faire énormément progresser l'examen de nombreuses questions, et a souvent été à deux doigts du consensus. J'estime que nous avons de bonnes raisons d'espérer que, pendant le temps qui nous reste encore pour examiner les quatre points de l'ordre du jour, nous devrions aboutir à des résultats concrets.

Je voudrais faire remarquer que les consultations tenues avant la session par les présidents des quatre groupes de travail ont beaucoup facilité le travail de la Commission. Ces consultations ainsi que de fréquentes réunions du Bureau ont contribué au bon déroulement des travaux. Un calendrier des séances soigneusement établi nous a permis en outre d'utiliser efficacement les services de conférence pendant toute la session de fond de 1991.

Je voudrais enfin exprimer ma profonde gratitude à toutes les délégations pour l'intérêt qu'elles ont manifesté et pour le sérieux dont elles ont fait

M. Hohenfellner

preuve en participant aux travaux de la session de 1991 de la Commission du désarmement. Je tiens à rendre particulièrement hommage aux membres du Bureau de la Commission - notamment aux huit Vice-Présidents et au Rapporteur, M. Bahman Naimi Arfa, de la République islamique d'Iran - pour leur précieux concours.

M. Hohenfellner

Les présidents des quatre groupes de travail ont grandement contribué aux succès obtenus. Aussi voudrais-je rendre tout spécialement hommage à l'Ambassadeur André Erdős, de la Hongrie; à S. E. M. Amre Moussa, Ministre des affaires étrangères de l'Egypte qui, au moment de la session de fond de 1991, était encore Représentant permanent de son pays auprès de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à son suppléant, M. Sameh Hassan Choukry; à l'Ambassadeur Nugroho Wisnumurti, de l'Indonésie; et à l'Ambassadeur Luiz de Araujo Castro, du Brésil.

J'aimerais tout particulièrement remercier mon cher ami, M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, pour l'appui généreux qu'il a apporté à nos travaux. Au nom de la Commission, je tiens aussi à exprimer mes sincères remerciements au personnel du Département des affaires de désarmement, au Secrétaire de la Commission du désarmement, M. Lin Kuo-Chung, ainsi qu'aux secrétaires des quatre groupes de travail pour leur précieuse assistance. J'aimerais exprimer ma profonde gratitude à tous les autres membres du Secrétariat qui ont aidé la Commission à mener sa tâche à bien.

Je présente maintenant le rapport annuel de la Commission du désarmement des Nations Unies, qui figure au document A/46/42.

M. HOU Zhitong (Chine) (interprétation du chinois) : Qu'il me soit permis tout d'abord, Monsieur le Président, de vous exprimer, au nom de la délégation chinoise, nos plus chaleureuses félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de la Première Commission. Je souhaite également présenter nos sincères félicitations aux autres membres du bureau pour leur élection. Je suis convaincu que votre talent, vos vastes connaissances et votre riche expérience vous permettront de conduire avec succès les travaux de la Commission. J'aimerais aussi saisir cette occasion pour remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Rana, du Népal, pour sa contribution aux travaux de la Première Commission lors de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale.

A l'heure actuelle, la situation internationale et la structure mondiale ont subi de grands et profonds changements, et le monde est entré dans une période de transition, passant d'une vieille à une nouvelle structure. Ces dernières années, les relations américano-soviétiques se sont détendues et

M. Hou Zhitong (Chine)

l'affrontement Est-Ouest s'est affaibli. Les sombres nuages de la crise du Golfe se sont déjà dispersés. Certaines questions brûlantes dans la région de l'Asie et du Pacifique se dirigent vers un règlement pacifique, et la situation en Afrique australe continue de s'améliorer. Tous ces événements ont été accueillis avec satisfaction par la communauté internationale.

Cependant, les peuples sont en même temps très conscients du fait que le monde est loin d'être un monde de paix et de tranquillité. Des problèmes d'instabilité et des troubles ont pris un caractère plus prononcé dans la situation mondiale. Les contradictions entre le Nord et le Sud se sont encore aggravées, du fait de l'élargissement du fossé économique entre les deux et des différences plus grandes entre les riches et les pauvres. Aujourd'hui, plus d'un milliard de gens dans le monde vivent encore dans un état de pauvreté absolue et beaucoup luttent, pour leur simple survie, contre la famine et la maladie. De nouveaux conflits surgissent, dans l'exacerbation de querelles ethniques, raciales et religieuses dans de nombreux pays, y compris en Europe. L'indépendance nationale et l'intégrité territoriale de certains pays se voient menacées, tandis que des luttes civiles intenses et des troubles politiques ont causé de grands dommages à d'autres. En un mot, la sécurité, la paix et le développement internationaux ont encore à faire face à de graves défis. Ce sont là autant de sujets de grave préoccupation pour la communauté internationale.

Face à une situation aussi complexe, les peuples du monde se sentent de plus en plus préoccupés par les questions de paix, de développement, de sécurité et de désarmement. Tous souhaitent voir l'instauration d'un nouvel ordre international qui ferait de notre monde un lieu où l'on pourrait mieux vivre. L'établissement d'un nouvel ordre international, pacifique, stable, juste et équitable est en harmonie avec la volonté des peuples et répond aux besoins de notre époque.

De l'avis du Gouvernement chinois, un nouvel ordre international véritablement juste et équitable serait conforme aux objectifs et aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies, ainsi qu'aux normes qui se sont révélées efficaces pour guider les relations entre Etats et qui sont largement acceptées par la communauté internationale. L'expérience dans les relations internationales a montré que les cinq principes de respect mutuel

M. Hou Zhitong (Chine)

pour la souveraineté et l'intégrité territoriale; de non-agression mutuelle; de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats; d'égalité et de bénéfice mutuel; et de coexistence pacifique ont cristallisé l'esprit et les objectifs de la Charte et ont justement souligné les normes les plus fondamentales gouvernant les relations internationales. Ils reflètent les caractéristiques essentielles d'un nouveau type de relations internationales. Nous soutenons donc que le nouvel ordre international envisagé devrait être établi sur la base de ces principes.

Le thème "paix, sécurité et désarmement" qui doit être discuté par cette commission est étroitement lié à l'instauration d'un nouvel ordre international. Afin d'aller plus avant dans l'étude de cette question avec les autres délégations, nous voudrions exposer ici les positions de principe du Gouvernement chinois.

La Chine est d'avis que le développement de chaque pays et les progrès de l'humanité exigent tous deux, avant tout, un environnement international pacifique et stable. L'expérience de l'histoire a montré que les éléments suivants sont essentiels au maintien de la paix du monde. Tous les pays devraient respecter la souveraineté des autres, se traiter mutuellement comme des égaux et essayer de rechercher une base commune, tout en mettant de côté leurs divergences, en menant à bien une coopération amicale et en vivant en harmonie. Aucun pays ne devrait rechercher l'hégémonie, essayer de manipuler les affaires internationales ni poursuivre des politiques de pouvoir. Tous les pays devraient observer le principe de respect mutuel pour l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières nationales, et aucun pays ne devrait être autorisé à envahir ou à annexer les territoires d'autres pays. Les différends entre Etats devraient être réglés de manière raisonnable par des moyens pacifiques plutôt que par le recours ou la menace du recours à la force.

Nous pensons également que le nouvel ordre international devrait assurer la sécurité internationale générale. C'est ainsi que les principes suivants doivent être respectés. La sécurité de toutes les régions - à l'Est ou à l'Ouest, au Nord comme au Sud - est de valeur égale et devrait être traitée comme telle. La sécurité de tous les Etats - grands ou petits, forts ou faibles, riches ou pauvres - est d'importance égale. Des pratiques telles que celle du grand maltraitant le petit, du fort voulant imposer sa loi au faible,

M. Hou Zhitong (Chine)

et du riche opprimant le pauvre devraient être absolument rejetées. Chaque pays est un membre souverain de la communauté internationale et a le droit de participer à la discussion et au règlement des affaires internationales sur un pied d'égalité. Chaque Etat a le droit de choisir en toute indépendance son propre système social, politique et économique et la voie qu'il souhaite suivre pour assurer son développement, en fonction de ses conditions nationales. Aucun pays ne devrait imposer ses propres valeurs, son idéologie ou son mode de développement à d'autres pays.

Un tel ordre international est sans aucun doute conforme aux intérêts fondamentaux des peuples de tous les pays. La Chine est prête à oeuvrer avec d'autres Etats Membres et à apporter sa contribution à l'établissement d'un nouvel ordre international.

Arrêter la course aux armements et réaliser un désarmement efficace sont des éléments importants des efforts déployés en vue d'instaurer un nouvel ordre international. La Chine a toujours poursuivi une politique étrangère indépendante de paix et a fait des efforts inlassables pour maintenir la paix et la sécurité mondiales. La Chine s'est toujours opposée à la course aux armements et a toujours été en faveur de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires, spatiales, chimiques et biologiques ainsi que de l'interdiction de la recherche et de la mise au point de tout type d'armes de destruction massive. Nous sommes également partisans d'une réduction radicale des armes de type classique. La Chine a adopté une attitude constructive sur les questions de contrôle des armements et de désarmement et a pris, de sa propre initiative, une série de mesures pratiques.

M. Hou Zhitong (Chine)

Le Gouvernement chinois attache toujours une grande importance et consacre tous ses efforts à la promotion du désarmement nucléaire et à la prévention d'une guerre nucléaire, et il n'a jamais fui ses responsabilités. Au premier jour de son entrée en possession d'armes nucléaires, la Chine a solennellement déclaré qu'à aucun moment et en aucune circonstance elle ne serait la première à employer de telles armes, et qu'elle n'utiliserait ni ne menacerait d'utiliser les armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires et des zones exemptes d'armes nucléaires.

La Chine espère que tous les Etats dotés d'armes nucléaires déclareront solennellement qu'ils prennent le même engagement de façon inconditionnelle. La Chine propose la conclusion d'une convention internationale sur la non-utilisation en premier des armes nucléaires et l'élaboration d'instruments juridiques internationaux sur la non-utilisation ou menace d'utilisation des armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires et des zones exemptes d'armes nucléaires. Nous espéons que la proposition de la Chine recevra une réponse positive.

La Déclaration faisant des années 90 la troisième Décennie du désarmement souligne que le désarmement nucléaire bénéficie toujours de la plus haute priorité et que nous devons continuer de façon urgente à rechercher des réductions rapides, et l'élimination éventuelle des armes nucléaires. Dans la résolution 45/58 D (1990), adoptée par consensus à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, les pays détenteurs des arsenaux nucléaires les plus importants sont priés de continuer à s'acquitter de leurs responsabilités spéciales en cessant les premiers les essais, la fabrication et le déploiement des armes nucléaires et en réduisant de façon radicale dès que possible tous les types d'armes nucléaires qu'ils ont déployées. Cette démarche créera les conditions favorables à la convocation d'une conférence internationale largement représentative sur le désarmement nucléaire avec la participation de tous les Etats dotés d'armes nucléaires.

Il y a trois mois, les Etats-Unis et l'Union Soviétique ont signé le Traité sur la réduction des armes nucléaires stratégiques (START). Récemment, les chefs d'Etat des deux pays ont annoncé quelques mesures positives et des propositions concernant la réduction, la limitation et le contrôle des armes nucléaires.

M. Hou Zhitong (Chine)

Ce sont là de nouvelles mesures qui visent à répondre aux demandes contenues dans la résolution de l'Assemblée générale. Nous nous félicitons de cette évolution et nous espérons que ces mesures entreront en vigueur dès que possible, et que le processus de limitation des armes nucléaires et de désarmement nucléaire sera accéléré.

Aux fins de garantir la paix mondiale, ainsi que la sécurité et la stabilité internationales, le Gouvernement chinois poursuit une politique cohérente qui consiste à ne pas prôner, encourager la prolifération nucléaire, ni à s'y livrer et à ne pas aider d'autres pays à développer des armes nucléaires. En septembre 1990, la Chine a participé en tant qu'observateur à la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). En août dernier, le Gouvernement chinois a fait connaître sa décision de principe d'adhérer au TNP.

Le Gouvernement chinois a toujours adopté une politique positive, prudente et responsable en ce qui concerne la coopération internationale dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. En tant que membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la Chine respecte strictement les règlements de l'Agence. La Chine exige des Etats bénéficiaires de ses exportations nucléaires qu'ils fournissent la garantie que les matériaux nucléaires importés de Chine ne seront utilisés qu'à des fins pacifiques. La Chine a signé un accord avec l'Agence au terme duquel elle place volontairement certaines de ses installations nucléaires sous le système de garantie de l'Agence. Ce faisant, la Chine a apporté une contribution positive à la prévention de la prolifération nucléaire.

La Chine n'a jamais cessé de soutenir l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires et de zones de paix par les pays concernés dans diverses régions sur la base de leur propre accord grâce à des négociations. Nous maintenons que tous les Etats dotés d'armes nucléaires doivent respecter le statut des zones exemptes d'armes nucléaires et s'engager à respecter les obligations correspondantes, étant donné que cela représente une mesure effective qui contribue à la sécurité et à la stabilité de toutes les régions et qui encourage le désarmement nucléaire. Sur la base de cette position de principe, la Chine a signé et ratifié les protocoles additionnels pertinents

M. Hou Zhitong (Chine)

dans le cadre du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes et du Traité faisant du Pacifique Sud une zone dénucléarisée, et elle appuie les propositions visant l'établissement de zones dénucléarisées en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie du Sud, dans la péninsule coréenne et dans d'autres régions.

Il a été signalé dans la résolution adoptée par l'Assemblée générale au cours de sa dernière session que "l'aspect qualitatif de la course aux armements doit être examiné en même temps que son aspect quantitatif" (résolution 45/58 D, par. 10). L'adoption de la résolution 45/55 A indique que la question de la cessation de la course aux armements et de la prévention de son extension à l'espace extra-atmosphérique a été inscrite à l'ordre du jour du désarmement en tant que question urgente. La Chine maintient qu'il doit y avoir interdiction complète de toutes les armes de destruction massive, y compris tous les nouveaux types d'armes de destruction de masse. La Chine soutient la négociation et la conclusion sans délai d'un accord international sur une interdiction totale des armes dans l'espace, afin que l'espace extra-atmosphérique soit utilisé exclusivement à des fins pacifiques au bénéfice de l'humanité.

La Chine a toujours estimé qu'il était également impérieux que la réduction radicale des armements conventionnels s'accompagne d'efforts vigoureux pour encourager le désarmement nucléaire. Nous accueillons avec satisfaction le Traité sur la réduction des forces armées conventionnelles en Europe, région dotée de la plus forte concentration d'armements au monde. Il faut espérer que les forces armées, les armes et les équipements diminués dans une région ne seront pas transférés vers d'autres régions; tout accord bilatéral ou multilatéral de limitation des armements et de désarmement devrait contribuer au maintien de la paix et de la sécurité de tous les Etats et de toutes les régions. L'heure est venue de procéder à des réductions radicales et au retrait complet de toutes les forces militaires déployées dans des territoires étrangers et au démantèlement des bases militaires étrangères.

Nous sommes heureux de souligner que la troisième Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques, qui s'est tenue récemment à Genève, a été couronnée de succès et que la Déclaration finale adoptée à la Conférence contribuera à renforcer l'efficacité de la Convention.

M. Hou Zhitong (Chine)

Actuellement, les négociations relatives à une convention sur l'interdiction totale et à la destruction complète de toutes les armes chimiques s'accélèrent et s'approfondissent. Grâce aux efforts conjugués des Etats Membres et des Etats non membres, des progrès notables ont été faits dans les négociations, bien que certaines divergences et difficultés demeurent.

La Chine est un Etat non doté d'armes chimiques, et elle a été victime des armes chimiques dans le passé. Nous avons toujours été en faveur de l'interdiction totale et de la destruction complète de toutes les armes chimiques et de la réalisation sans délai de l'objectif d'un monde exempt d'armes chimiques. Le Gouvernement chinois attache une grande importance et a participé activement aux négociations relatives à la convention sur les armes chimiques et a présenté une série de propositions constructives.

Des négociations approfondies sont en cours à la Conférence du désarmement sur des sujets importants tels que l'inspection par mise en demeure, l'inspection des industries chimiques civiles, l'organisation de la Convention, la renonciation aux armes chimiques et l'aide aux Etats parties menacés par des armes chimiques. Il faut souligner que le Gouvernement chinois, à l'instar de nombreux autres gouvernements, met également l'accent, entre autres, sur l'importance et l'urgence d'une solution juste au problème de la renonciation aux armes chimiques. Nous sommes prêts, ainsi que d'autres parties, à accélérer les négociations dans un esprit sérieux et responsable en vue de conclure, dès que possible, la convention. Comme toujours, la Chine continuera d'apporter sa contribution à la conclusion rapide d'une convention universelle sur l'interdiction complète et la destruction totale de toutes les armes chimiques.

Toute l'attention requise doit également être accordée par cette commission à la maîtrise du commerce international des armes et à l'accroissement de l'ouverture et de la transparence dans les questions militaires et le commerce des armes, en vue d'établir la confiance mutuelle et d'encourager la sécurité commune.

M. Hou Zhitong (Chine)

Nous maintenons que bien qu'il faille traiter de ces questions, celles-ci devraient être examinées au même temps que d'autres aspects du désarmement et de la sécurité. A cet égard, le même principe d'une approche équitable, raisonnable, globale et équilibrée devrait être strictement respecté. Les principaux pays exportateurs d'armes devraient être les premiers à adopter des mesures efficaces de restriction et réduire radicalement leurs exportations d'armes. Il faudrait empêcher les actes d'ingérence et d'immixtion dans les affaires intérieures d'autres pays ainsi que l'appui fourni aux activités sécessionnistes au moyen de ventes d'armes. Les mesures qu'il convient de prendre à cet égard devraient servir véritablement les intérêts de sécurité et de stabilité de tous les pays et de toutes les régions et du monde en général.

La Chine attache de l'importance au désarmement régional et a toujours été d'avis que les divers aspects du désarmement - bilatéral, régional et multilatéral - devaient se compléter l'un l'autre. Nous pensons que la participation à des activités appropriées de limitation des armements et de désarmement menées par les pays à l'échelon régional, en tenant compte des conditions particulières à leur région, pourrait encourager la paix et le développement de la région. Comme cela est souligné dans la résolution 45/58 C adoptée par consensus par l'Assemblée générale, le désarmement régional est actuellement axé sur les régions de forte concentration d'armements.

Nous vivons dans un monde diversifié où les antécédents historiques, politiques, économiques et sociaux du développement varient d'une région à l'autre. Les accords pris en faveur du désarmement dans les différentes régions devraient être conformes à la situation spécifique existant dans les régions concernées plutôt que d'adopter une formule unique pour tous.

La Chine maintient que les forces militaires de tous les pays ne devraient être utilisées qu'en cas de légitime défense et qu'aucun pays ne devrait chercher à se doter d'armements dépassant ses besoins raisonnables en matière de défense. Nous appuyons la proposition de création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient; nous sommes également en faveur d'une limitation des armements au Moyen-Orient par des consultations et des négociations entre les pays intéressés, sur un pied d'égalité et sur la base du principe d'une approche globale et équilibrée, afin qu'une paix juste

M. Hou Zhitong (Chine)

et durable soit instaurée dans la région. Les vues et les propositions des différents pays de la région devraient être pleinement respectées et prises en compte. Il faudrait empêcher que le monopole des affaires soit aux mains d'un petit groupe de pays qui imposent leurs vues aux autres. La limitation des armes au Moyen-Orient devrait être liée au processus de paix dans cette région. L'Organisation des Nations Unies devrait pouvoir jouer pleinement le rôle qui lui revient et convoquer, le cas échéant, une conférence sur la limitation des armements au Moyen-Orient, avec la participation de tous les pays intéressés.

Pour les peuples qui, à travers le monde, luttent pour sauvegarder la paix et la sécurité et établir un nouvel ordre international, la tâche est difficile et la route est longue. Le monde fait face à de nouveaux défis aussi bien qu'à de nouvelles possibilités et de nouveaux espoirs. La délégation chinoise participera aux travaux de la Première Commission de manière pratique et sérieuse, dans un esprit de coopération constructive. Nous appuierons fermement toute motion, proposition ou recommandation faite dans l'intérêt de la paix, de la sécurité et du désarmement, et favorable à l'établissement d'un nouvel ordre international juste et équitable. Conjointement avec d'autres délégations, nous sommes prêts à contribuer comme il se doit au succès des travaux de la Commission et à la réalisation de nouveaux progrès en matière de promotion de la sécurité et du désarmement.

M. TOTH (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi d'emblée de vous féliciter très chaleureusement de votre élection au poste important de Président de la Première Commission et de vous assurer de la coopération de ma délégation dans l'accomplissement de votre tâche difficile.

La question de l'interdiction des attaques dirigées contre des installations nucléaires a toujours fait l'objet d'un examen sérieux et de beaucoup d'attention dans nombre d'instances multilatérales. Ce problème est inscrit en permanence à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement et a également été débattu dans le cadre de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), des Conférences générales de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et, bien entendu ici, à la Première Commission. On reconnaît désormais de

M. Toth (Hongrie)

façon générale que les attaques armées contre des installations nucléaires pourraient provoquer un échappement massif de substances radioactives. Les conséquences d'un tel échappement - comme cela a été douloureusement démontré dans le cas de l'accident de Tchernobyl - n'affecteraient pas seulement la région située à proximité immédiate et le pays qui en serait la première victime; les pays voisins ou plus éloignés pourraient bien eux aussi être menacés par la pollution nucléaire.

Assez curieusement, ni la reconnaissance de ce fait ni le temps et l'attention considérables consacrés à cette question n'ont pas donné de résultats concrets pour le moment. Après de longues années de négociations, on ne voit toujours poindre aucune lumière au bout du tunnel. La stagnation et l'incapacité dans ce domaine sont d'autant plus frappantes lorsqu'on les compare à la souplesse et à la rapidité avec laquelle la communauté internationale de l'énergie nucléaire a réagi face à l'accident de Tchernobyl en élaborant les Conventions concernant, respectivement, la notification rapide d'un accident nucléaire, et l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique.

Certains éléments positifs sont cependant apparus dans le sillage de nos efforts communs. Les délégations représentées à la Conférence du désarmement et dans d'autres instances ont vu naître un certain nombre d'idées constructives, qui constituent une base utile pour la poursuite des négociations. Il convient également de noter que les Protocoles additionnels à la Convention de Genève de 1949 offrent déjà une protection limitée pour les travaux et les installations contenant des substances dangereuses, y compris les centrales génératrices d'électricité nucléaire. Donc, ce qu'il nous faut à ce stade n'est pas une approche aveugle du problème mais une analyse approfondie de la situation, y compris la nécessité de tenir compte des positions politiques, techniques, juridiques et pratiques.

Manifestement, le problème de l'interdiction des attaques contre les installations nucléaires est essentiellement une question qu'il appartient aux décideurs politiques de trancher. Les événements de l'année écoulée ont assurément exercé une certaine influence sur l'atmosphère politique des négociations. Certains de ces événements peuvent ne pas s'avérer bénéfiques, mais si l'on tient compte du Traité sur les forces armées conventionnelles en

M. Toth (Hongrie)

Europe (CFE) et de la Déclaration de Paris, du Traité sur la réduction des armes stratégiques (START), des initiatives récentes en vue de réductions importantes des arsenaux nucléaires, et de la tendance continue à la coopération entre d'anciens rivaux militaires et politiques, le tableau de la situation en général est manifestement positif.

En même temps, l'ambiance politique généralement propice ne suffit pas en soi à régler les problèmes qui nous attendent. La base de toute interdiction doit être une portée bien définie, qui soit à la fois réalisable sur le plan politique et applicable dans la pratique. Nous devons reconnaître franchement que, jusqu'à présent, la Conférence du désarmement n'a pas réussi à élaborer ce champ d'application. En regardant le problème de plus près, on arrive à la conclusion qu'une interdiction doit être globale pour pouvoir être efficace. Cependant, il semble qu'une portée absolument large englobant toutes les installations nucléaires ne parvienne pas à répondre aux conditions requises.

La question de l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires a également fait l'objet d'une attention considérable dans le cadre du processus de suivi du TNP. Même au vu des conclusions auxquelles est parvenue la Commission spéciale des Nations Unies, le système de garanties de l'AIEA devrait, moyennant les améliorations nécessaires, demeurer la plus crédible des garanties de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Je voudrais rappeler à cet égard que la question de l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires a été examinée de façon approfondie lors de la quatrième Conférence d'examen du TNP et qu'elle a rallié le consensus dans le projet de document final de la Conférence.

M. Toth (Hongrie)

Une interdiction juridique crédible des attaques ne doit pas être considérée comme la consolidation finale de la cohésion du régime de non-prolifération nucléaire. En même temps, il doit être évident, tant pour les Etats parties que pour les Etats non parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, que, à long terme, seuls pourraient avoir une prétention politiquement et juridiquement justifiable à la protection de leurs installations ces pays qui renoncent clairement à l'option nucléaire en respectant pleinement les engagements de non-prolifération, notamment par un système de garanties fort et rigoureux.

Selon une approche proposée en ce qui concerne la solution éventuelle de la question, l'interdiction devrait comprendre les attaques dirigées contre les installations nucléaires dotées d'un potentiel de destruction massive. Cette approche ne soulève pas de problèmes globaux et est virtuellement conforme à la condition d'applicabilité pratique si l'on tient compte du nombre plus limité de telles installations. Bien entendu, un nombre de questions fondamentales relatives à cette façon de penser attendent toujours une réponse, dont la plus importante est celle de la définition de "destruction massive". Beaucoup de travail est encore à faire par des experts techniques. Nous devons avoir une image plus claire de ce qui pourrait éventuellement se produire au sens vraiment physique du terme si une installation nucléaire était attaquée. Un examen plus approfondi des signes caractéristiques de la pollution radioactive éventuelle d'une telle attaque est nécessaire. Il ne faut pas non plus négliger d'analyser les effets à long et à court terme de la radiation sur les êtres humains. Une définition acceptable tant sur le plan moral que sur le plan pratique des termes "destruction massive" ne peut être mise au point qu'en tenant compte des résultats de ces travaux techniques.

Avant de terminer, je tiens à dire quelques mots à propos de l'instance appropriée à l'élaboration d'un accord sur l'interdiction des attaques contre les installations nucléaires. A cet égard, l'importance de la Conférence du désarmement ne saurait être niée. J'ai déjà mentionné que de nombreuses idées prometteuses et utiles avaient vu le jour au cours des négociations au sein de la Conférence. Malheureusement, la nature de la Conférence semble telle que même les idées les plus prometteuses ne mènent pas facilement à des solutions

M. Toth (Hongrie)

de consensus sur des questions clefs. De plus, on sait bien que certains pays ne sont pas d'avis que le problème de l'interdiction des attaques relève du domaine du désarmement et qu'ils y voient plutôt une question de droit humanitaire. A ce propos, la vingt-sixième Conférence générale du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui se tiendra prochainement, fin novembre et début décembre de cette année, fournira peut-être une bonne occasion d'examiner le problème dans un contexte différent. Tout en demeurant convaincus que la solution idéale serait de convoquer une conférence diplomatique indépendante, la participation du CICR pourrait démontrer l'intérêt véritable d'autres approches également, notamment en profitant de l'expérience acquise dans le cadre de travaux techniques. C'est pourquoi il semble souhaitable de ne pas donner de suivi jusqu'à l'an prochain à la résolution pertinente adoptée en ce qui concerne l'interdiction des attaques contre les installations nucléaires à la quarante-septième session de l'Assemblée générale, espérant ainsi que nous serons tous en mesure d'examiner les progrès nouveaux et positifs que nous attendons avec impatience.

M. AL-NI'MAH (Qatar) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis d'emblée de vous féliciter, au nom de ma délégation, à l'occasion de votre élection à la présidence de la présente Commission. Je suis tout à fait certain que, sous votre sage direction et grâce à votre grande expérience des affaires internationales, nous pourrons tous procéder à des échanges de vues et à l'examen de toutes les questions relatives à la sécurité internationale et au désarmement d'une manière propice à la réalisation des objectifs auxquels nous aspirons. Je ne saurais manquer de féliciter les deux Vice-Présidents et le Rapporteur de leur élection qui entraînera leur participation à la conduite des travaux de la Commission.

L'atmosphère politique qui règne à la Commission reflète des relations internationales de plus en plus limpides. Les nuages sombres de la guerre froide commencent maintenant à se dissiper et nous pouvons à présent voir se lever une aube d'harmonie et de paix dans les relations internationales. La coopération, la compréhension et le respect des droits des peuples ont remplacé les affrontements, les menaces et les conflits qui ont longtemps menacé la paix et la sécurité internationales. Et alors que la menace nucléaire plane, comme une épée de Damoclès, sur tous les peuples de la

M. Al-Ni'Mah (Qatar)

planète, c'est avec optimisme et satisfaction que nous prenons connaissance de l'accord auquel sont parvenus les Présidents Bush et Gorbatchev pour éliminer les missiles nucléaires à courte portée. Cet accord est venu compléter celui relatif à l'élimination des missiles à portée intermédiaire, qui a marqué le début de la détente dans les relations internationales, et a coïncidé avec des changements politiques radicaux dans nombre de communautés et Etats d'Europe. Ces communautés et Etats ont suivi un processus sans précédent dans l'histoire contemporaine, qui s'est effectué dans une atmosphère paisible totalement différente de celle qui a prévalu lors des changements survenus dans le passé à la suite de guerres sanglantes, dont le prix en vies humaines et dommages matériels était indicible.

Je ne crois pas me tromper en affirmant que le processus entamé est loin d'être terminé. Je crois plutôt que nous sommes à la veille de changements positifs qui produiront un monde meilleur empreint de paix et de tranquillité, dont l'atmosphère serait propice à l'élimination des foyers de tension et à un règlement des différends et conflits qui font toujours rage dans de nombreuses régions du monde.

M. Al-Ni'Mah (Oa...)

Il convient de noter que les accords qui ont été annoncés ne résolvent pas totalement un certain nombre de problèmes. Ils n'éliminent pas non plus les foyers de conflits qui menacent encore de nombreuses régions du monde. C'est un sentiment qui a été très clairement exprimé lors de la réunion ministérielle des pays non alignés, qui s'est tenue au Ghana il y a quelque temps. Les participants à cette réunion ont mis en garde contre trop d'optimisme et déclaré que passer sous silence les problèmes auxquels des solutions radicales n'ont pas encore été apportées reviendrait à nous détourner des réalités concrètes et nous risquerions ainsi d'aller à l'opposé de l'objectif ultime de la Commission, à savoir une réduction des armements et, en définitive, un désarmement complet.

Le climat de coopération et de compréhension qui règne à l'heure actuelle nous rend à même de relever les défis d'ordre politique, économique et social. Il est impérieux que nous passions du stade de la réduction constante et croissante des dangers qui menacent la paix et la sécurité internationales à une étape nouvelle de confiance mutuelle, grâce à laquelle des mesures unilatérales ou complémentaires pourraient être adoptées sans accord ou négociation préalables. Cela conduirait à l'instauration d'une nouvelle forme de stabilité et de sécurité dans le cadre d'un nouvel ordre mondial de sécurité.

Compte tenu de l'évolution sur le plan nucléaire, nous estimons qu'il est de notre devoir de continuer à accorder une attention particulière à la poursuite de la réduction des armes nucléaires, de changer le concept selon lequel les armes et l'armement constituent la base de la sécurité et de renforcer cette tendance vers la réduction des armes nucléaires. L'accord intervenu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique sur la réduction du niveau de leurs armes nucléaires est un motif de satisfaction. Toutefois, il ne saurait nous détourner d'autres aspects importants du désarmement nucléaire, en particulier dans le cadre de la Conférence du désarmement de Genève, et du régime de non-prolifération mis en place par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Il est également réjouissant d'apprendre que deux des puissances nucléaires, la France et la Chine, ont fait part de leur intention d'adhérer au TNP. Ainsi tous les Etats dont on sait qu'ils sont dotés d'armes nucléaires auront adhéré au Traité. Le

M. Al-Ni'Mah (Qatar)

régime s'en trouvera naturellement renforcé. Cependant, il convient aussi de souligner la nécessité de remédier aux insuffisances de ce régime. Les grandes puissances ne sont pas suffisamment engagées à l'égard des dispositions du TNP; elles sont donc appelées à s'acquitter de leurs obligations en vertu du Traité.

Nous faisons partie non seulement de ceux qui demandent une réduction des armes nucléaires, mais également de ceux qui demandent leur élimination complète, de manière à ce que la menace nucléaire puisse disparaître à jamais. Nous sommes persuadés que cela exigera de la persévérance dans les efforts en cours au sein de la Conférence du désarmement de Genève pour aborder les multiples aspects des armements nucléaires, tels que l'arrêt des essais nucléaires, la recherche de mesures efficaces garantissant la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours à la menace ou à l'emploi d'armes nucléaires contre eux et la poursuite des négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire.

Ces dernières années, nous avons appuyé la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans de nombreuses régions du monde. Des propositions ont été faites dans ce sens, notamment la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient. La création de cette zone constitue toujours l'un des impératifs de la sécurité et de la stabilité dans la région, en raison notamment du fait qu'Israël refuse jusqu'à présent d'adhérer au TNP et de soumettre toutes ses installations au régime d'inspection international, sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique, alors que l'on constate par ailleurs une tendance très prononcée vers l'accession à ce traité.

Nous pensons que la communauté internationale a le devoir de n'épargner aucun effort afin de parvenir à la création de cette zone, contribuant, en ce faisant, au renforcement de la sécurité dans notre région et à l'élimination du danger nucléaire qui la menace. A cet égard, je me dois de mentionner le fait que les derniers événements relatifs à la tenue d'une conférence de la paix sur le Moyen-Orient, qui doit avoir lieu à Madrid à la fin du mois, prêtent à l'optimisme. Nous espérons que cette conférence aura des répercussions positives sur la sécurité de la région, qu'elle augmentera les

M. Al-Ni'Mah (Qatar)

chances de créer cette zone, qu'elle permettra de compléter l'adhésion globale au TNP et l'élimination définitive des dangers nucléaires qui menacent la région.

Il convient de noter à cet égard que la menace qui pèse sur la région ne provient pas seulement des armes nucléaires, mais aussi des armes chimiques, qui ont proliféré récemment. Nous tenons à saluer ici les progrès réalisés dans les négociations au sein de la Conférence du désarmement de Genève en vue de parvenir à un accord sur l'interdiction des armes chimiques. Nous espérons que les efforts se poursuivront et qu'ils permettront d'aboutir à un accord sur la question de la vérification, élément essentiel de l'interdiction en question. Nous tenons également à exprimer notre satisfaction de voir que les négociations sur cet accord sont sur le point d'aboutir, puisque la date limite en a été fixée à l'an 1992.

M. Al-Ni'Mah (Qatar)

L'intérêt porté à l'élimination des armes classiques mérite notre plein appui car 80 % des dépenses au titre des armements, qui dépassent les 1 000 milliards de dollars, sont affectées aux armes classiques. Par conséquent, nous appuyons la réduction de ces armes dans la mesure où cela ne compromet pas les besoins des Etats en matière de sécurité pour leur légitime défense, conformément à la Charte et en application du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Bien que nous nous félicitions, en principe, de l'étude qu'a menée le Secrétaire général, suite à la demande qui lui a été faite par l'Assemblée générale, eu égard aux moyens de rehausser la transparence dans les transferts internationaux d'armes classiques, nous estimons que le projet de résolution des pays occidentaux et du Japon, qui porte sur un registre de ces transferts aux Nations Unies, doit encore être examiné et étudié par divers groupes. Nous espérons que le texte final sera compatible avec le caractère complet de ce registre et avec le principe de la transparence. Nous espérons également qu'il ne sera pas discriminatoire et qu'il profitera à tous, pour qu'il puisse conduire à une réduction véritable des armes classiques et, partant, à une réduction des sommes énormes qui leur sont consacrées.

Ce qui mènerait, indubitablement, à un renforcement fondamental de l'ensemble du processus de désarmement et à la consolidation de la relation entre le désarmement et le développement. Le processus de développement, en particulier dans les pays en développement, ne peut suivre son cours normal à moins que les ressources nécessaires ne soient rendues disponibles à cette fin en libérant l'argent dépensé pour la course aux armements.

Le déroulement des événements sur la scène internationale et l'émergence d'un nouvel ordre mondial où les concepts de la sécurité ont évolué suscitent des défis qui doivent être nécessairement relevés. Nous maintenons que le principe du multilatéralisme pour la solution des problèmes internationaux, incarné par l'ONU, est la meilleure façon d'assurer la coopération de tous les pays du monde en vue du règlement des problèmes internationaux. Cela est à la base de la démocratie et permettra de réaliser les aspirations des peuples qui

M. Al-Ni'Mah (Qatar)

désirent contribuer à l'édification d'un monde meilleur où régneraient le bonheur, la prospérité et la tranquillité. L'ONU a un rôle important et efficace à jouer à cette fin, rôle que nous appuyons - et pour cause - fermement et sans réserve.

M. ZAHKAN (Egypte) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous transmettre les félicitations de la délégation de l'Egypte à l'occasion de votre accession à la présidence de la Première Commission. Votre vaste expérience diplomatique et politique, ainsi que vos talents bien connus contribueront sans aucun doute au succès des travaux de cette session de la Commission. Je voudrais également féliciter les autres membres du bureau de la Commission de leur élection et je vous souhaite à tous beaucoup de succès.

Ma délégation voudrait saisir cette occasion pour exprimer sa reconnaissance à M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint, et au Département des affaires de désarmement qu'il dirige avec tant de dynamisme, pour les efforts qu'ils ont déployés et la façon excellente dont ils ont préparé nos débats à la Première Commission; je félicite également M. Akashi de sa déclaration.

Au cours du débat de l'année dernière, l'écrasante majorité des délégations ont exprimé leur optimisme face à l'évolution spectaculaire survenue dans les relations internationales. Ces événements ont été perçus comme des perspectives annonciatrices de la fin d'un chapitre douloureux de l'histoire de l'humanité, au cours duquel le monde a été préoccupé par l'affrontement et les conflits dévastateurs.

Il est agréable, au moment où nous nous réunissons, de noter la consolidation de ce processus opportun et son développement plus poussé. Ce nouvel esprit s'est manifesté dans les progrès substantiels réalisés vers l'obtention de l'objectif d'un désarmement général et complet, ouvrant ainsi la voie à un développement social et économique accéléré et à des efforts accrus pour améliorer le bien-être de l'humanité.

L'Egypte se félicite sans réserve de l'accent qui est actuellement mis sur la question du désarmement en général et du désarmement nucléaire en particulier, qui a pris de l'élan à la suite de l'amélioration des relations bilatérales entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique.

M. Zahran (Egypte)

La signature récente - à la fin du mois de juillet 1991 - du Traité sur la réduction des armes stratégiques (START), par lequel les Etats-Unis et l'Union soviétique se sont engagés à réduire substantiellement leurs armes stratégiques intercontinentales et à longue portée, renforce encore le processus de désarmement nucléaire. Ce traité, comme le Traité sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire et de plus courte portée (Traité FNI) montre encore une fois que si la volonté politique de résoudre les obstacles de longue date existe, beaucoup peut être accompli. Nous nous félicitons de ces deux accords importants en tant que mesures complémentaires sur la voie difficile menant à l'objectif ultime du désarmement nucléaire complet et total auquel nous aspirons.

Dans le même contexte, nous saluons l'initiative annoncée par le Président Bush le 27 septembre 1991, ainsi que la réaction positive qu'a suscitée cette initiative en Union soviétique sous la forme de propositions du Président Gorbatchev sur le désarmement. Pour la première fois depuis des dizaines d'années, nous commençons à entendre parler d'une course, bien que graduelle, au désarmement plutôt que d'une course aux armements. Nous nous rapprochons donc d'une ère de confiance mutuelle dans laquelle des mesures unilatérales et complémentaires de désarmement sont adoptées même sans consultations ou négociations préalables. Nous espérons que cette tendance deviendra universelle.

M. Zahran (Egypte)

La délégation égyptienne saisit cette occasion de se féliciter de la décision de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), annoncée le 17 octobre, de supprimer 700 ogives supplémentaires de l'arsenal nucléaire de l'alliance occidentale en Europe et de détruire 50 % des engins nucléaires qui sont stockés en Europe pour être éventuellement utilisés à bord de l'aviation alliée.

Ces attitudes et initiatives nouvelles relatives aux moyens de parvenir à une véritable sécurité individuelle et collective doivent s'épanouir et se généraliser. Il faut aussi souligner que la suppression de la menace permanente que posent au monde entier les stocks actuels d'armes nucléaires et leur perfectionnement constant ne peut se matérialiser qu'à la suite d'efforts mutuels de la communauté internationale et avec la participation et la contribution de tous les Etats sur un pied d'égalité.

L'attachement de l'Egypte aux objectifs du désarmement est bien connu. Nous avons réaffirmé en maintes occasions que le désarmement nucléaire doit demeurer une question absolument prioritaire à l'ordre du jour du désarmement international. Nous avons toujours la ferme intention d'atteindre l'objectif final de l'élimination de la menace des armes nucléaires, qui continue à mettre en danger l'existence même de l'humanité.

Si la responsabilité première du désarmement nucléaire international doit revenir aux Etats dotés d'armes nucléaires, l'importance de l'approche multilatérale dans le traitement des questions de désarmement doit être soulignée. Puisque les risques qu'entraîne le maintien des arsenaux nucléaires à leurs niveaux actuels sont partagés de façon égale par tous les membres de la communauté internationale, une participation égale au processus nécessaire à l'élimination totale de ces risques doit être clairement reconnue comme étant justifiée.

En même temps, nous sommes d'avis que les approches régionale et mondiale relatives au désarmement se complètent mutuellement et doivent être engagées simultanément afin de favoriser la paix et la sécurité régionales et internationales. Et dans le contexte régional, une attention appropriée doit être accordée aux mêmes priorités que celles relevant du désarmement mondial.

L'Egypte a toujours appuyé tous les efforts axés sur le désarmement régional comme étant un moyen important, sinon vital, de réellement réduire

M. Zahran (Egypte)

les tensions et la méfiance entre Etats. D'autre part, nous avons toujours souligné qu'il était important de s'attaquer non seulement aux moyens par lesquels s'expriment les tensions régionales et internationales, mais aussi à leurs racines. Nous sommes d'avis qu'une approche réaliste du désarmement régional doit clairement tenir compte des caractéristiques propres à chaque région et que des modalités spécifiques doivent donc être élaborées pour que soient apaisées d'une manière adéquate, juste et équitable les inquiétudes que peuvent avoir en ce qui concerne leur sécurité tous les Etats appartenant à une région donnée.

Nous prenons acte avec satisfaction de l'évolution récente et positive des relations internationales, qui a favorisé la réduction des tensions dans divers foyers de conflit régional et suscité le climat nécessaire pour que l'on s'occupe de façon constructive et pratique des questions de désarmement régional.

L'Egypte poursuit activement depuis 1974, dans le cadre des Nations Unies, ses initiatives pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. De plus, le Président Moubarak a proposé, en avril 1990, que le Moyen-Orient soit déclaré région exempte de toutes armes de destruction massive. Ces initiatives visent principalement à mettre un terme à l'escalade de la crise qui sévit toujours au Moyen-Orient, grâce à l'adoption de mesures concrètes dans le domaine du désarmement, qui associeraient tous les Etats de la région sans exception. Ces initiatives répondent assurément à leur souci de sécurité, supprimant ainsi une des principales sources de friction et d'affrontement et ouvrant la voie à un renforcement des moyens visant à faciliter un processus de paix qui aboutira à une solution juste et globale du conflit au Moyen-Orient, au coeur duquel se trouve la question de Palestine.

La récente crise dans le Golfe a incité divers pays à formuler leurs propres propositions sur la limitation et le contrôle des armements, et particulièrement des armes de destruction massive au Moyen-Orient. A cet égard, il convient de mentionner tout particulièrement les initiatives prises par le Président Bush et le Président Mitterrand.

L'Egypte s'est félicitée de toutes les initiatives pouvant contribuer à favoriser la stabilité et la sécurité régionales et internationales et tient à

M. Zahran (Egypte)

engager un dialogue et à collaborer de façon constructive en ce qui concerne ces initiatives. A cet égard, je tiens à mentionner la lettre adressée au Secrétaire général par le Ministre égyptien des affaires étrangères, M. Amre Moussa, dans laquelle il énumérait les éléments fondamentaux qui, selon l'Egypte, devraient figurer dans toutes les propositions de désarmement régional afin que leurs objectifs puissent être atteints. Il s'agit, entre autres, de donner la priorité à la suppression des armes de destruction massive dans la région, notamment des armes nucléaires, chimiques et biologiques, et d'examiner des mesures de réduction des armes classiques lorsque le contexte politique s'y prêtera.

En outre, dans une déclaration faite le 5 juillet 1991 par le Ministre des affaires étrangères, M. Moussa, l'Egypte a annoncé une série de propositions et de suggestions complémentaires sur la question du désarmement régional au Moyen-Orient. Les propositions en question prévoient notamment :

Que les Etats du Moyen-Orient qui ne l'ont pas encore fait prennent l'engagement de ne pas utiliser d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques, de ne pas fabriquer ni acquérir des armes nucléaires ou du matériel nucléaire susceptible de servir à des fins militaires et de se débarrasser de tous leurs stocks dudit matériel, et d'accepter le régime de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Que les Etats de la région qui ne l'ont pas encore fait prennent l'engagement d'adhérer au Traité sur la non-prolifération de même qu'à la Convention de 1972 sur l'interdiction des armes biologiques au plus tard lors de la conclusion des négociations sur l'interdiction des armes chimiques, qui se déroulent à la Conférence du désarmement.

Que les Etats du Moyen-Orient prennent l'engagement d'arrêter des mesures relatives à tous les types de systèmes de lancement d'armes de destruction massive.

Que les nations de la région approuvent l'attribution, à un organisme des Nations Unies ou à une autre organisation internationale, d'un rôle, qui restera à définir, dans la vérification de l'accord qui interviendra.

M. Zahran (Egypte)

Les événements dans la région du Golfe ont attiré l'attention d'un grand nombre d'Etats sur les conséquences négatives que peut avoir l'introduction d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, non seulement pour la région, mais également pour la paix et la sécurité internationales. C'est pourquoi nous assistons à un appui croissant aux deux initiatives égyptiennes. L'initiative la plus récente a été prise en compte par le Conseil de sécurité dans sa résolution 687 (1991) et par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité lors de la réunion d'experts à Paris en juillet 1991. Compte tenu de cet appui croissant, nous estimons que le moment est venu pour les instances internationales appropriées de prendre des mesures concrètes pour mettre en oeuvre l'initiative du Président Moubarak, par le biais de consultations avec les parties intéressées.

L'Egypte continue d'appuyer activement le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en tant que pierre angulaire des efforts de désarmement nucléaire visant l'élimination de toutes les armes nucléaires. L'Egypte se félicite de l'annonce faite par la Chine et la France de leur intention d'adhérer au Traité et elle considère qu'il s'agit là d'une mesure importante qui renforcera davantage encore le régime de non-prolifération. On peut certainement en dire autant pour ce qui est de l'adhésion de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe, de la Tanzanie et de la Zambie, ainsi que de l'intention déclarée de l'Angola et de la Namibie d'y adhérer. Nous espérons que cette évolution importante accélérera la denucléarisation de l'Afrique et permettra son application sans délai conformément à la résolution 45/56 de l'Assemblée générale, qui demande qu'une réunion d'experts ait lieu à Addis-Abeba en 1991. Cette denucléarisation aura une incidence considérable sur la sécurité et la stabilité du continent africain et permettra à sa population de consacrer ses efforts au développement économique et social.

Nous ne devons toutefois pas perdre de vue l'importance de la divulgation complète par le Gouvernement sud-africain de la totalité de ses installations et matières nucléaires parallèlement à la mise en oeuvre de l'Accord de garanties signé entre le Gouvernement sud-africain et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le Directeur général de l'Agence est prié de "vérifier que l'inventaire des installations et des matières nucléaires de l'Afrique du Sud est complet..."

M. Zahran (Egypte)

conformément à la résolution GC(XXXV)/RES/567 de la Conférence générale de l'Agence adoptée en septembre 1991.

L'expérience de la guerre du Golfe et l'application de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité nous ont également appris que le système de garanties de l'AIEA doit être renforcé pour lui donner une plus grande marge de manoeuvre pour détecter les violations clandestines des obligations découlant du Traité sur la non-prolifération. La contribution primordiale du régime du Traité sur la non-prolifération à la paix et à la sécurité ne devrait pas être mise en cause. Ce régime devrait être renforcé par des efforts complémentaires.

Nous demeurons convaincus qu'en l'absence d'une adhésion universelle au Traité sur la non-prolifération, les Etats non dotés d'armes nucléaires parties au Traité sont légitimement en droit de demander que les garanties de sécurité prévues par la résolution 255 (1968) du Conseil de sécurité soient renforcées afin de compenser cette situation regrettable.

A cet égard, je voudrais une fois de plus attirer l'attention sur le fait qu'à notre avis les dispositions de cette résolution du Conseil de sécurité et les déclarations unilatérales des Etats dotés d'armes nucléaires ne donnent pas suffisamment de garanties aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre la menace de l'utilisation des armes nucléaires. Nous pensons que cette question doit avoir la priorité dans l'examen du renforcement du régime de non-prolifération alors que nous nous rapprochons de la Conférence de 1995 sur l'avenir du Traité sur la non-prolifération. L'Egypte a présenté une proposition à cet effet à la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a eu lieu à Genève au cours de l'été 1990.

Plusieurs événements importants se sont produits depuis lors. Notamment, le 19 décembre 1990, l'Assemblée générale a adopté une seule résolution - la résolution 45/54 - sur la question d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre la menace ou l'emploi de ces armes. C'est pourquoi la Conférence du désarmement a décidé de rétablir, pour la durée de sa session de 1991, un Comité spécial chargé de poursuivre les négociations en vue de parvenir à un accord sur des arrangements internationaux efficaces garantissant les Etats non dotés d'armes

M. Zahran (Egypte)

nucléaires contre la menace ou l'utilisation des armes nucléaires. Ce débat a démontré que l'initiative égyptienne était largement appuyée. Il est devenu impérieux de combler toutes les lacunes de la résolution 255 (1968) du Conseil de sécurité par l'adoption d'une version mise à jour qui comporterait des garanties crédibles.

La délégation égyptienne a estimé qu'un premier pas devait être fait pour amorcer un processus dans le cadre duquel les Etats dotés d'armes nucléaires parties au Traité sur la non-prolifération procéderaient à des consultations collectivement ou individuellement avec les Etats dotés d'armes nucléaires qui ne sont pas actuellement parties au Traité au sujet des garanties de sécurité, en tenant compte de la résolution 255 (1968) du Conseil de sécurité, et les autres Etats parties au Traité seraient informés de tout progrès réalisé concernant l'action appropriée par le Conseil de sécurité qui pourrait résulter de ces efforts.

Nous avons été rassurés par l'accent mis par les différentes initiatives présentées au cours de cette année sur la nécessité d'une adhésion universelle au Traité sur la non-prolifération et sur l'importance d'une application intégrale du système de garanties de l'AIEA en tant que moyen fiable de vérification pour assurer la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Le fait qu'Israël rechigne à respecter les deux éléments importants que j'ai mentionnés risque d'alimenter la suspicion dans la région au sujet de son programme nucléaire et de ses intentions. Cette suspicion crée des obstacles insurmontables au progrès dans le domaine du désarmement régional au Moyen-Orient.

Sur une note plus optimiste, l'Egypte a appuyé la résolution GC(XXXV)/RES/571 adoptée à la session de septembre 1991 de la Conférence générale de l'AIEA qui

"affirme qu'il est urgent que tous les Etats du Moyen-Orient acceptent immédiatement l'application de garanties intégrales de l'Agence à toutes leurs activités nucléaires à titre de mesure importante pour accroître la confiance entre tous les Etats de la région et en tant qu'étape dans le renforcement de la paix et de la sécurité dans le contexte de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires."

M. Zahran (Egypte)

C'est pourquoi nous demandons à tous les Etats de la région de respecter strictement et en toute bonne foi les dispositions de cette résolution. Ce respect diminuera considérablement le niveau actuel de suspicion dans la région et renforcera les possibilités de paix au Moyen-Orient.

La convocation, en janvier 1991, de la Conférence d'amendement du Traité d'interdiction partielle des essais a donné à la grande majorité des parties l'occasion d'exprimer leur attachement inconditionnel à l'objectif d'un arrêt total de tous les essais nucléaires. La tendance dans le débat général a reflété la ferme détermination de la communauté internationale de parvenir à un traité d'interdiction complète des essais dès que possible.

Pour beaucoup d'Etats - notamment l'Egypte -, la réalisation de cet objectif annoncerait l'établissement d'une base solide permettant d'éliminer complètement la menace dévastatrice que constituent les arsenaux d'armes nucléaires. Cela épargnerait aux peuples du monde les graves conséquences - qu'elles soient d'ordre politique, économique ou écologique - qui découlent de la poursuite des essais. Toutefois, pour certaines délégations, la volonté politique indispensable à tout progrès dans le domaine d'une interdiction complète des essais fait toujours défaut.

Je saisis cette occasion pour louer la décision prise récemment par l'Union soviétique - annoncée par le Président Gorbatchev au début d'octobre 1991 - de suspendre unilatéralement tous les essais nucléaires pour une période d'un an. Nous espérons que d'autres Etats dotés d'armes nucléaires adopteront des décisions analogues.

L'Egypte étant membre de la Conférence du désarmement, ma délégation voudrait exprimer son ferme appui à la déclaration faite à la Première Commission par l'Ambassadeur Horacio Arteaga, du Venezuela, en sa qualité de Président de la Conférence du désarmement. En outre, ma délégation souhaite faire quelques remarques sur certains points de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement.

Conformément à la résolution 45/55 de l'Assemblée générale, le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace a axé ses délibérations sur divers aspects de fond de cette question. L'Egypte a participé activement à ces délibérations et elle a l'intention de poursuivre ses activités lorsque le Comité spécial reprendra ses travaux en 1992. Etant

M. Zahran (Egypte)

donné que le régime juridique applicable à l'espace ne garantit pas en soi la prévention d'une course aux armements dans l'espace, nous espérons que le Comité spécial sera en mesure de se mettre rapidement d'accord sur des dispositions juridiques qui compléteront le Traité sur la Lune.

La délégation égyptienne est encouragée par les progrès qui ont été réalisés au cours des négociations relatives à la convention sur la mise au point, le stockage et la destruction des armes chimiques, qui sont parvenues à leur stade final. Certaines questions restent toutefois à régler avant 1992, date limite fixée pour la conclusion de la convention. Il convient d'examiner plus en détail les questions de la vérification, du respect des dispositions de la future convention et des inspections par mise en demeure, et la composition et le rôle de prise de décisions qui reviennent au Conseil exécutif, ainsi que le siège de cette organisation. En élaborant un système de vérification parfaitement étanche - si urgent soit-il -, la convention ne doit pas empêcher l'utilisation de substances chimiques à des fins pacifiques.

A ce stade, nous voudrions souligner l'intérêt légitime de tous les pays à veiller à ce que le développement économique et technologique de leurs industries chimiques ne soit pas gêné. Le mouvement des techniques, des instruments et des matériaux chimiques destinés aux industries chimiques civiles de différents pays en développement doit être assuré. En bref, le mécanisme de vérification ne doit pas imposer de fardeaux inutiles sur les industries civiles, en particulier dans les pays en développement.

L'Egypte participe activement aux négociations de Genève sur la convention sur les armes chimiques et elle espère qu'elle recevra une adhésion universelle. Dans cet esprit, l'Egypte demande à tous les Etats du Moyen-Orient qui n'ont pas encore adhéré au Traité sur la non-prolifération et à la Convention sur les armes biologiques de le faire avant la conclusion et l'ouverture à la signature de la convention sur les armes chimiques, et d'assurer ainsi une adhésion universelle à tous les instruments internationaux concernant toutes les armes de destruction massive. Par la même occasion, nous nous félicitons de la Déclaration conjointe de l'Argentine, du Brésil, du Chili et de l'Uruguay sur l'interdiction complète des armes chimiques et biologiques.

M. Zahran (Egypte)

En tant que signataire de la Convention sur les armes biologiques, l'Egypte a participé, en qualité d'observateur, à la troisième Conférence d'examen. La délégation égyptienne a fait une déclaration pour exprimer l'intérêt qu'elle porte à l'amélioration des dispositions de la Convention et a suivi de près les travaux de la Conférence. Nous sommes satisfaits de voir que des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la conclusion d'un accord sur les mesures d'édification de la confiance. S'agissant de la question de la vérification, la Conférence n'a pas été à même de parvenir à un accord, à l'exception de la création d'un groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les mesures éventuelles de vérification afin de renforcer la Convention. L'Egypte pense que l'absence d'un régime de vérification efficace est une échappatoire qui devrait être examinée très sérieusement, afin de veiller à ce que les Etats parties respectent la Convention et assurent son universalité.

Je voudrais enfin traiter d'une question qui semble susciter un grand intérêt au cours de cette session - l'idée de créer, sous les auspices des Nations Unies, un registre des transferts d'armes classiques. On a beaucoup insisté récemment dans diverses instances des Nations Unies, notamment à la Commission du désarmement, sur le concept de la transparence militaire et sur les moyens d'y parvenir.

A ce jour, on a enregistré de grandes divergences de vues sur la viabilité et l'efficacité de ce concept en tant que moyen de faire progresser les objectifs du désarmement. Les discussions se sont poursuivies. Je songe notamment aux délibérations concernant le bien-fondé des efforts en vue de formuler des mesures, dans le cadre de la transparence, qui pourraient être applicables sur une base globale, quels que soient les caractéristiques spécifiques des diverses régions, les réalités politiques qui existent dans ces régions et les soucis de sécurité légitimes des Etats qui en font partie.

Tout en nous félicitant en principe de la proposition visant à créer un registre d'armements, qui pourrait contribuer de façon positive à la réalisation de certains des objectifs de désarmement, nous pensons que cette proposition devrait être élargie pour incorporer tous les aspects des transferts d'armes et de techniques, de mise au point et de stockage.

M. Zahran (Egypte)

A première vue, cette question nous amène à suggérer que tout registre qui est censé servir les objectifs de la transparence d'une façon équitable pour tous les Etats devrait inclure, notamment, les éléments suivants : premièrement, tous les types d'armes, les armes classiques ainsi que les armes non classiques, et leurs vecteurs; deuxièmement, le transfert de technologie, de matériels, des sous-systèmes et autres utilisables dans la fabrication et la mise au point de telles armes; troisièmement, les capacités de production militaire autochtones; et, quatrièmement, les armes transférées et stockées dans le cadre des accords de coopération bilatéraux et régionaux.

Compte tenu de la nature complexe de cette question, ma délégation partage l'opinion selon laquelle des mesures devraient être prises sans plus de délai pour commencer une étude approfondie de cette question importante et que le plus grand nombre possible d'experts gouvernementaux devraient être invités à participer à cette entreprise et à exprimer leurs opinions. Cette approche garantirait certainement la transparence, l'universalité et la non-discrimination de tout mécanisme proposé, compte tenu des priorités du désarmement telles que convenues, et permettrait de procéder d'une manière qui garantirait pleinement les préoccupations de sécurité de tous les Etats. L'Egypte est prête à participer à des consultations constructives avec tous les membres sur cette question afin de parvenir à un accord sur les meilleurs moyens de faire progresser cette proposition.

En exprimant notre position et nos vues sur les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement, nous avons été guidés par l'esprit de dialogue qui s'est manifesté dans la nouvelle ère qui a suivi la guerre froide, qui met fin à une ère d'affrontement et qui nous guide sur la voie menant à l'objectif du désarmement général et complet, établi sur la base des principes des Nations Unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Dans ce contexte, la délégation égyptienne coopérera avec d'autres délégations afin d'assurer d'autres progrès pour parvenir à cet objectif.

La séance est levée à 12 h 15.